

GAUCHE LE SIDÉRANT DESTIN DES TROTSKISTES

Le Point

www.lepoint.fr Hebdomadaire d'information du jeudi 14 mai 2015 n° 2227

L 13780 7227 F 4,90 €

Sous-payés, rabaissés, abandonnés...

Nos profs

DOSSIER SPÉCIAL

Comment restaurer
leur autorité

Les ravages
de la bureaucratie
et de l'égalitarisme

Nathalie Peyramaure
Professeure au collège
Pilâtre-de-Rozier, à Paris.



L'Europe sans les Britanniques? Le grand débat

© ANH RENAUD/SQUARE POUR «LE POINT»

EN COUVERTURE

Comment sauver

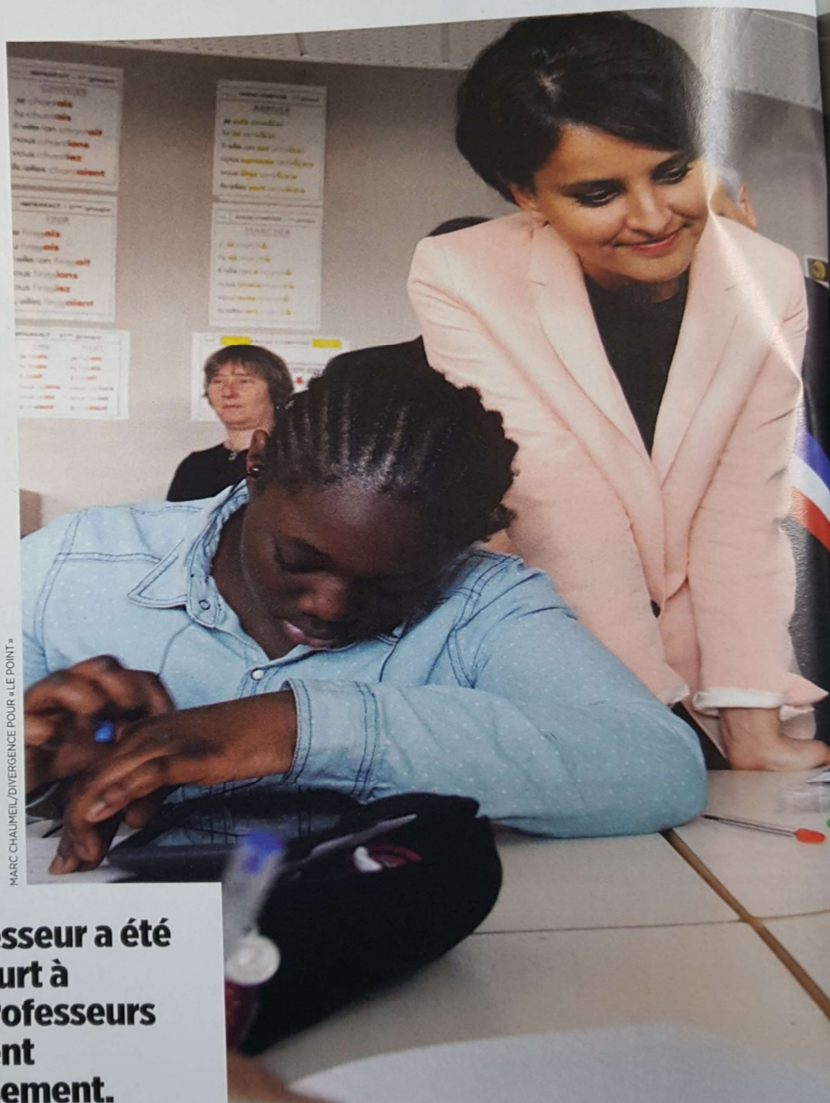
Gâchis. Chahutés, sous-payés, peu consultés, les enseignants peinent à exercer un métier pourtant primordial pour notre société. Et si ce n'était pas une fatalité ?

PAR JEAN-MICHEL BLANQUER*

La transmission est la fonction fondamentale de toute société, de tout groupe qui veut assurer sa pérennité. Pour cette raison, le métier de professeur a acquis, avec la modernité, un statut central. C'est particulièrement vrai dans le cas de la France, où l'école a joué pour la République le rôle que l'Église tenait pour l'Ancien Régime, celui d'une colonne vertébrale spirituelle. Une certaine sacralité en a résulté, auréolant les « hussards noirs » d'une mission de salut, individuel et collectif.

Mais, depuis au moins deux décennies, le prestige du professeur a été entamé. Tout concourt à ce sentiment. Les professeurs eux-mêmes affirment ressentir un déclassement. 5 % des ■■■

Le prestige du professeur a été entamé. Tout concourt à ce sentiment. Les professeurs eux-mêmes affirment ressentir un déclassement.



MARC CHAUMEL/DIVERGENCE POUR « LE POINT »

es profs



94 %
des personnels
de l'éducation
aiment leur métier.

5 %
des professeurs en
France estiment que
leur métier est valorisé
dans la société. C'est le
taux le plus faible des
pays de l'OCDE, dont la
moyenne est de 31 %.
Source: OCDE
(enquête Talis).

13 %
seulement des
personnels déclarent
que leur rémunération
est à la hauteur
de leur qualification.
Source: Unsa.

Enjeux. Najat
Vallaud-Belkacem
et François Hollande
en visite, le 7 mai,
au pôle éducatif
Molière des Mureaux
(Yvelines).

EN COUVERTURE

■■■ professeurs pensent que leur métier est valorisé dans notre société. C'est le taux le plus bas de l'OCDE. Cela enclenche un cercle vicieux d'une baisse continue de l'estime de soi et du regard d'autrui. L'esprit de l'époque ne leur est pas favorable : force de l'immédiateté quand ils incarnent la durée ; domination du principe de plaisir quand ils appellent à l'effort ; prestige de l'argent quand ils mettent au plus haut la valeur du savoir.

Les professeurs peuvent se sentir comme les sentinelles d'un monde à la dérive, témoins de valeurs qui ne passent plus.

A cela s'ajoutent des données pratiques qui accentuent le phénomène. Le salaire des enseignants en France est plutôt faible si on le compare à d'autres catégories moins diplômées et à celui des professeurs du reste de l'Europe. Le salaire moyen d'un professeur des écoles (2 596 euros) est inférieur de près de 20 % à la moyenne des pays de l'OCDE, tandis que le professeur de lycée (3 389 euros) est dans cette moyenne internationale.

L'acte d'enseigner lui-même se transforme face à des enfants et adolescents dont la capacité de concentration s'émousse sous l'effet de la société des écrans. L'impact de la révolution digitale se fait sentir, pour le meilleur et pour le pire. Le savoir n'est plus un bassin dans lequel surnage le maître, mais un fleuve qui change continuellement.

Pourtant, des bouleversements majeurs sont en train de se produire et des possibilités d'évolution considérables se présentent.

On assiste d'abord à un changement sociologique profond dû notamment au renouvellement des générations provoqué ces dernières années par des départs à la retraite massifs. Il y a environ 840 000 professeurs en France, dont un quart a moins de 35 ans. Ces nouveaux professeurs sont plus souvent des femmes (82 %). Leurs conjoints travaillent plus fréquemment dans le secteur privé. Leur vote n'est pas homogène. Ils adhèrent moins aux syndicats. Ils se défient des idéologies, mais

Des rémunérations à la traîne

Salaires moyens des enseignants du public (de 25 à 64 ans) en 2012, en euros



Source : Regards sur l'éducation 2014, OCDE.

Moins de présence

Nombre annuel d'heures d'enseignement dans le secondaire en 2012



Source : Regards sur l'éducation 2014, OCDE.

Les professeurs se sentent victimes d'un système vertical, bureaucratique et égalitariste.

La valse des ministres

30 ministres

se sont succédé au portefeuille de l'Éducation nationale sous la V^e République.

22 mois et 15 jours

C'est leur longévité moyenne.

5 ans et 4 mois

C'est le record de longévité détenu par Christian Fouchet (du 28 novembre 1962 au 1^{er} avril 1967).

1 mois et 11 jours

C'est la plus courte durée* attribuée

à François Xavier Ortoli : juste après Mai 68.

* Nous ne prenons pas en compte les intérimaires purement protocolaires.

cultivent des idéaux d'émancipation par l'éducation, de solidarité, de progrès et d'innovation. Ils ont une pratique active des nouvelles technologies et des réseaux sociaux.

Deux maux caractérisent néanmoins encore le système, l'infantilisation et l'individualisme. On constate les dégâts qu'ils causent à tous les stades de la vie du professeur. Mais ils ne sont pas sans remède.

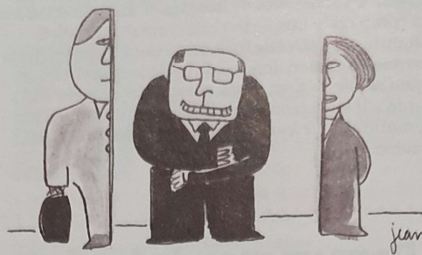
COMMENT SONT-ILS RECRUTÉS ?

L'infantilisation tient à la situation dans laquelle sont mis les enseignants de recevoir des injonctions souvent contradictoires et de ne pas participer à l'exercice des responsabilités. Elle commence déjà avec le recrutement. Les modalités de concours font appel exclusivement aux compétences académiques du futur professeur. Il est évidemment indispensable de s'assurer d'une maîtrise haute de la discipline qui sera enseignée (on sait aujourd'hui que, dans certaines disciplines, la pénurie de candidats fait que ce n'est pas toujours le cas). Mais ce n'est pas suffisant. Cela fait courir le risque d'« erreurs de casting » nuisibles pour le professeur qui sera malheureux dans un métier qui ne lui correspond pas et pour les élèves qui le subiront au cours des quelque quarante années qui suivront. Les questions de la vocation de celui qui enseignera, de son goût pour la transmission, de l'exigence bienveillante qui caractérisera sa relation avec les élèves sont décisives. Seule une certaine pratique permet de s'en assurer. Autrefois, le talent était repéré très tôt. Une bourse était accordée à l'enfant prometteur et l'on entrait dans la profession comme par un sémaphore. Aujourd'hui, le recrutement a lieu tard, éliminant au passage ceux qui n'avaient pas les moyens d'attendre si longtemps et ceux qui ont pu être attirés par d'autres carrières. Des modalités de pré-recrutement ont récemment été mises en place, mais elles ne sont pas à la hauteur de ce que ■■■

■■■ pourrait être un mécanisme de repérage et de soutien dès le début des études supérieures. Des milliers d'assistants d'éducation servent de force de soutien dans les établissements. Cantonnés à des fonctions de surveillance, ils ne sont pas mis en situation de réussir les concours alors que ce pourrait être le cas s'ils aidaient plus directement les professeurs dans leurs fonctions pédagogiques. Une entrée plus progressive dans la carrière est la clé des changements futurs.

COMMENT SONT-ILS FORMÉS ?

La formation des professeurs est aussi à la croisée des chemins. Elle est, dans le monde entier et selon toutes les études, l'un des premiers facteurs de réussite du système éducatif. En France, elle a connu un accident majeur avec la création des IUFM, temples d'un pédagogisme qui a répandu son poison dans l'ensemble de



Le recrutement de demi-profs permettrait d'importantes économies.

15,9 jours

d'absence en moyenne par an pour raisons de santé (congés maternité, paternité et adoption compris) pour les enseignants du second degré.

46,8 %

des enseignants du second degré ont posé au moins un congé pour raison de santé en 2013-2014 (congés maternité, paternité et adoption compris).

l'organisme. Ce phénomène aura été un vecteur décisif de la crise de confiance qui agite l'école depuis plus de vingt ans. Les tentatives de réforme ont été limitées par leur portée jusqu'à aujourd'hui. Sous la droite, la remise en cause des IUFM et la « masterisation » ont abouti à une situation hybride décrite par les adversaires comme une « casse de la formation ». Sous la gauche, l'invention des nouvelles Espé (Ecoles supérieures du professorat et de l'éducation) ressemble à une renaissance très inquiétante des IUFM.

Une véritable formation en alternance, au moins après la licence, reste à concevoir, conçue et menée par des autorités scientifiques véritables (venues des sciences cognitives en particulier) et par des acteurs de terrain qui enseignent toujours. La formation continue est non moins importante et doit prendre des dimensions nouvelles. Les professeurs expriment aujourd'hui une insatisfaction ■■■

A quoi jouent les syndicats ?

Le paysage fragmenté du syndicalisme enseignant français ne favorise pas une réelle concertation sociale au-delà des jeux de rôle que les uns et les autres jouent avec constance. Tout cela n'est pas forcément très lisible pour les professeurs et on assiste à une baisse des adhésions et même des sympathisants. Aux dernières élections professionnelles, la FSU arrive nettement en tête. Mais, avec 137 000 voix, cela représente moins de 14 % des électeurs potentiels. L'Unsa, avec 84 000 voix, se situe autour de 8 %, en deuxième position. Même si ces deux syndicats monopolisent l'attention, ils ne sont pas aussi représentatifs que leur présence dans les comités paritaires et dans les médias le laisse supposer. Deux éléments restent constitutifs de la puissance syndicale. Le premier est le paritarisme qui permet aux syndicats de siéger dans les multiples instances qui, au niveau national, au niveau régional et au niveau



Influence. Des dirigeants syndicaux ont inspiré les réformes actuelles de Najat Vallaud-Belkacem.

départemental, définissent la répartition des postes et les mutations. Depuis 2012, cela a été renforcé par une forme de cogestion. De nombreuses mesures ont été inspirées par les syndicats et les circulaires partent, après avis des grands sacheurs syndicaux. Le second levier de pouvoir pour eux est le système des mutations. Les professeurs sont souvent mieux informés par les syndicats que par l'administration sur ce qu'il faut faire. A tort ou à raison, ils pensent que le syndicat est une clé pour défendre

leurs intérêts sur les sujets qui ont trait à la carrière. Un portrait rapide du syndicalisme enseignant conduit à distinguer les multiples tendances existantes en fonction de clivages politiques. Le premier syndicat, la FSU, qui représente « la gauche de la gauche », regroupe, pour le premier degré, le SNUIPP, et pour le second degré, le redouté SNES. Vient ensuite l'Unsa, très liée au Parti socialiste. es dirigeants ont inspiré les réformes actuelles de Najat Vallaud-Belkacem. Puis vient le SNALC, souvent classé à droite mais qui correspond à la défense d'une vision classique de l'école qui l'a rendu attractif pour les chevènementistes et toute la gauche républicaine. Vient ensuite l'identité CFDT représentée par le SGEN, largement en perte de vitesse, dont la ligne correspond peu ou prou à celle de l'Unsa. SUD a réalisé aussi une certaine percée à la gauche de la FSU, sur un mode totalement contestataire. Enfin, FO et CGT défendent aussi une approche radicale, mais sur un mode surtout corporatiste ■ G. K.

EN COUVERTURE

■■■ nette sur ce point et cela se traduit par un faible dynamisme des pratiques pédagogiques.

COMMENT SONT-ILS ÉVALUÉS ET RESPONSABILISÉS ?

Plus généralement, les professeurs se sentent victimes d'un système vertical, bureaucratique et égalitariste. Cette situation les rend malheureux et suscite un sentiment général de gâchis.

La relation avec leur propre institution est dégradée. Selon une enquête de l'Unsa, trois professeurs sur quatre pensent que leur hiérarchie ne comprend pas leurs contraintes professionnelles et seulement 21% étaient d'accord en 2014 avec les choix politiques faits dans leur domaine...

L'organisation même du ministère et de l'établissement est en cause. Avec ses hiérarchies en rateau, l'Éducation nationale ne favorise pas la prise de responsabilité. Or les professeurs aspirent, comme le reste de la population, à des évolutions de carrière. Ils sont plus de la moitié à le souhaiter pour la plupart au sein même de l'Éducation nationale. Leur temps pourrait être envisagé sur une base annuelle, voire pluriannuelle, pour donner plus de souplesse, avec des moments d'implication institutionnelle, des moments de ressourcement intellectuel, des passerelles possibles pour des reconversions.

On peut donc imaginer demain un fonctionnement beaucoup plus collectif des établissements et des carrières plus fluides. Une capacité plus grande aussi à reconnaître les mérites. C'est le secret des systèmes qui réussissent. Cela signifie la possibilité offerte de prendre des responsabilités. Les établissements qui marchent sont ceux où les équipes sont mixtes, pérennes, unies autour d'un projet éducatif et du chef d'établissement. Un lieu où les familles sont bienvenues, où les professeurs ont des espaces pour travailler et du temps pour échanger avec les élèves en dehors des cours.

À l'inverse, cela ne marche pas

Sur l'estrade comme sur scène

« Faire un cours, c'est une performance théâtrale. » Arnaud Beunaiche, ancien prof de français et metteur en scène de la compagnie Emporte-Voix, connaît son sujet. Il a monté des cycles de formation pour aider les profs à assumer la dimension scénique de leur métier : « Il faut savoir respirer, se placer, regarder, accepter d'être regardé. » Il les accompagne aussi dans un travail sur les émotions : « Je leur apprend à gérer les leurs et celles des autres. » C. P.

Dans un monde fasciné par la vitesse, le professeur peut redevenir un personnage clé.

PORTRAIT-ROBOT D'UN ENSEIGNANT EN FRANCE

25%

des enseignants ont moins de 35 ans (sur environ 840 000 en France).

36%

des enseignants jugent que l'amour du métier est leur motivation première. Source MGEN

75%

des enseignants pensent que leur hiérarchie ne comprend pas leurs contraintes professionnelles

20%

C'est la différence entre le salaire moyen d'un professeur des écoles (2 596 euros) et la moyenne des pays de l'OCDE (3 389 euros).



82%

Des nouveaux enseignants sont des femmes.

quand on rencontre de la défiance, que l'on craint le caporalisme et que chacun se réfugie dans sa stricte charge de cours.

Le temps de travail moyen réel du professeur est d'environ 38 heures, en comptant notamment la préparation des cours, la correction des copies, les obligations institutionnelles. Ces calculs recouvrent en réalité des situations très hétérogènes. Il est frustrant pour les professeurs les plus engagés de constater que leur implication n'est récompensée ni au titre de la carrière ni d'un point de vue financier. Sur 33 pays, la France est dernière quand il faut répondre à la question : les enseignants les plus efficaces reçoivent-ils les plus grands avantages ? Bref, le mérite n'est pas reconnu. Il peut même être source de tracasserie quand un professeur est pointé du doigt par des collègues qui le jugent trop actif et quand les syndicats défendent radicalement le seul principe de l'ancienneté. Organiser un voyage de classe, monter une pièce de théâtre, créer une webradio de l'établissement relève d'initiatives individuelles inspirées par la passion. L'institution peut l'encourager, mais parfois elle se contredit. Que pensent ainsi aujourd'hui les professeurs et les chefs d'établissement qui ont créé les classes bilangues ou les sections européennes depuis une dizaine d'années et à qui on annonce soudainement leur suppression ?

La France est aussi dans les derniers pays quand on regarde les indices de coordination pédagogique (« Ne jamais discuter de progrès faits par certains élèves ») et sur les indices de coopération professionnelle (« Ne jamais observer le travail d'autres enseignants en classe. Ne jamais le commenter »). Or cette dimension collective est essentielle, a fortiori pour les jeunes professeurs, souvent affectés dans des établissements difficiles, qui peuvent réussir s'ils sentent un esprit d'équipe, un soutien personnalisé pour leurs premiers pas, une atmosphère de travail qui permet d'exercer efficacement son métier.

LE MAÎTRE DU TEMPS

Dans un monde de plus en plus fasciné par la vitesse, le professeur peut redevenir un personnage clé. Il est le seul interlocuteur dans la société actuelle pouvant fixer son auditoire pendant des dizaines d'heures au cours d'une année. S'il a les bonnes méthodes et un bon environnement de travail, il est en situation de concilier les différentes dimensions du temps. Il accomplit une fonction éternelle, celle d'une transmission de la connaissance entre les générations. Le contrat social le plus important pour le futur est peut-être bien celui que la société peut renouer avec ses professeurs en enclenchant le cercle vertueux de la confiance. La dignité de la fonction professorale est un indice assez sûr de la santé d'une société. Sa faiblesse actuelle est la marque d'un malaise; sa renaissance possible serait l'amorce d'un rebond pour le pays tout entier ■

* Directeur général du groupe Essec. Auteur de « L'école de la vie » (Odile Jacob).

Natacha Polony : « Renouer avec l'idéal républicain »



Editorialiste et auteure de plusieurs ouvrages sur le système scolaire français, l'essayiste plaide pour un retour aux fondamentaux.

Le Point : Pourquoi l'école n'arrive-t-elle plus à transmettre des connaissances fondamentales ?

Natacha Polony : Nous avons oublié que le rôle de l'école est d'émanciper et de fabriquer des hommes libres qui ne dépendent pas d'autrui dans leurs jugements. Aujourd'hui, les réformes sont motivées par une idéologie déterministe qui, croyant leur rendre service, enferme les classes populaires dans leur condition. Au nom de l'égalité, nous avons fabriqué l'école la plus inégalitaire de l'OCDE. En 1960, notre système scolaire amenait 14 % d'enfants d'ouvriers dans les grandes écoles. Aujourd'hui, on doit être à 4 %. Même lorsqu'il était structurellement inégalitaire, notre système fonctionnait mieux.

Le métier d'enseignant est confronté à une véritable crise des vocations...

Nous sommes dans un pays où le savoir est méprisé, où l'ensemble des messages adressés au corps social consacrent la réussite par l'argent. On ne voit pas pourquoi des jeunes gens s'en iraient faire un métier qui n'est pas reconnu et les expose à se faire insulter par ceux qu'ils viennent aider.

A quelles valeurs fondatrices l'école a-t-elle renoncé ?

Nous avons fait une croix sur un système qui était au service de l'idéal républicain. Aujourd'hui, nous sommes dans une vision utilitariste de l'école qui doit « préparer au milieu professionnel ». Sur ce point, droite et gauche se sont relayées dans leur entreprise de démolition. La gauche a totalement renoncé à l'idéal républicain et la droite baigne dans un modernisme idiot ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CLÉMENT PÉTREULT

Dernier ouvrage paru : « Ce pays qu'on abat, Chroniques 2009-2014 » (Plon).

Ces profs en échec scolaire

Souffrance. Pauline n'aura pas réussi à exercer son métier plus de cinq ans.

A seulement 27 ans, Pauline (1) vient de décider de changer de métier. La jeune femme, professeure de mathématiques depuis cinq ans, est arrêtée depuis quatre mois pour surmenage. C'est la seconde fois qu'elle subit un burn-out. Et, cette fois, elle ne reprendra pas le chemin du collège. Elle parle de sa vie de prof au passé, alors même que c'était sa vocation depuis l'âge de 11 ans.

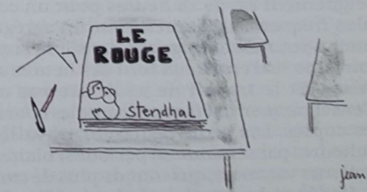
Près de 1 000 professeurs ont ainsi démissionné l'année passée, et certains des quelque 5,5 % des profs du secondaire en disponibilité ou en détachement n'ont plus l'intention de retourner devant les élèves. Mercredi 6 mai, Pauline a rencontré lors du 2^e colloque d'Aide aux profs (AAP) quelque 200 futurs ex-confrères. L'association, créée depuis sa création en 2006 par plus de 8 000 enseignants,

dispense des conseils et oriente vers des coaches – d'anciens profs – ceux qui souffrent, mais qui veulent malgré tout continuer. Ils ne sont que 10 % des demandeurs. Ceux qui veulent abandonner le métier sont nettement plus nombreux : auprès d'Après prof, le pôle formation d'AAP, ils trouvent non seulement un accompagnement pour leur reconversion, mais aussi du réconfort et de la motivation. Les profils vont du jeune de 22 ans en formation à l'Espé qui se rend compte que ce n'est pas ce qu'il attendait du métier à des sexagénaires en fin de carrière.

Rémi Boyer, président-fondateur d'Aide aux profs et coauteur de « Souffrir d'enseigner, faut-il rester ou partir ? » avec José Mario Horenstein, ancien psychiatre de La Verrière, l'hôpital qui accueillait jusqu'au début des années 2010 des professeurs en dépression, déplore : « Le métier a beaucoup changé ces vingt dernières années. Quand je suis arrivé il y a presque trente ans, je voulais enseigner... et j'enseignais. Aujourd'hui, les profs ont surtout le

sentiment de faire de l'administratif, avec les cahiers de texte numériques, le livret du socle commun de compétence, les mails des parents auxquels il faut répondre... » Sans compter l'essentiel : le manque de reconnaissance et de valorisation, l'impossibilité d'évoluer dans sa carrière autrement qu'en devenant inspecteur ou chef d'établissement, le manque de soutien de la hiérarchie, la pression des parents, les programmes impossibles à boucler, le rôle d'assistante sociale à assurer... ■ LOUISE CUNEO

1. Le prénom a été modifié.



Vers une plus grande simplification des programmes scolaires.

Vérités et idées reçues

PAR FRANÇOIS LENGLET

Les « hussards noirs de la République », comme on appelait les enseignants à l'époque de Jules Ferry, constituent un corps social déclassé, au point que le métier connaît aujourd'hui une sévère crise des vocations. En cause, l'évolution de la société, qui accorde moins de respect à ceux qui savent, les salaires, qu'on a sacrifiés, et une gestion des ressources humaines ubuesque, assurée conjointement par un programme informatique et les syndicats.

Les femmes majoritaires depuis 1956. Dans les collèges et lycées français, il y a 380 000 professeurs pour 4,5 millions d'élèves. Ils sont âgés en moyenne de 42,6 ans. 58 % d'entre eux sont des femmes – les femmes sont majoritaires dans le corps enseignant depuis 1956, selon l'Insee, et diversement représentées selon les disciplines : en lettres, 8 titulaires du Capes sur 10 sont des femmes, contre 1 sur 2 pour les mathématiques.

Ils travaillent dans des classes de 24 élèves en moyenne au lycée et collège, 16 au lycée professionnel et 28 en classe préparatoire. Et enseignent les 272 matières (!) inscrites à l'emploi du temps des jeunes Français. Cet éparpillement a contribué à renchérir le coût de l'enseignement en France (15 % de plus que la moyenne OCDE) alors que nos profs sont moins bien payés qu'ailleurs.

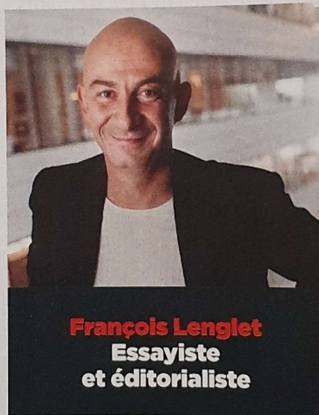
Chaque année, 5 % d'entre eux changent d'académie. Les régions les plus demandées sont le Sud-Ouest, la Bretagne et la Corse, tandis que les moins désirées sont la banlieue parisienne et la région d'Amiens.

80 % des absences inférieures à quinze jours ne sont pas remplacées. Le temps d'enseignement est de 18 heures pour un certifié, cas le plus fréquent, 15 heures pour un agrégé et un peu moins pour un enseignant dans les classes préparatoires. 90 % d'entre eux font des heures supplémentaires. Et le travail ne se limite pas aux heures d'enseignement : il faut préparer les cours et corriger les copies. Les profs déclarent travailler au total 41 heures par semaine en période scolaire, et 18 jours sur leurs vacances, qui sont de plus de trois mois.

Ils dépendent en théorie du chef d'établissement, qui n'a pourtant pas de pouvoir, puisque la gestion des enseignants et de leur carrière est dévolue à l'appareil central, où opère un ordinateur, à qui les

syndicats influents forcent la main de temps à autre... Le véritable patron d'un prof est l'inspecteur d'académie, qui le note de temps à autre et détermine son avancement, donc son salaire. Selon la Cour des comptes, un enseignant d'éducation physique est susceptible d'être inspecté tous les cinq ans à Limoges, et tous les quinze ans à Versailles. Entre 2000 et 2010, 45 enseignants ont été licenciés pour insuffisance professionnelle en France.

Les congés maladie sont en moyenne de 6,7 jours par an et par professeur, c'est un peu moins qu'ailleurs dans la fonction publique. Mais le chiffre augmente depuis plusieurs années, en particulier chez les moins de 30 ans, illustrant la dégradation des conditions d'entrée dans le métier, selon les syndicats, et chez les femmes. En 2013, 80 % des absences inférieures à quinze jours n'étaient pas remplacées, selon Monique Sassié, médiatrice de l'Education nationale.



François Lenglet
Essayiste
et éditeur

Disparités salariales. En 2011, selon l'Insee, un prof touchait en moyenne 2 740 euros net par mois, primes et heures supplémentaires comprises. C'est un salaire inférieur d'un tiers à celui d'un cadre A, de formation équivalente, dans les autres administrations. Derrière cette moyenne, il y a bien sûr des disparités. L'« aristocratie » des enseignants, les professeurs de chaire, gagnent 5 800 euros net par mois. Au total, le salaire moyen des professeurs français a chuté de 5 % depuis dix ans, pour partie à cause des importants départs à la retraite, les professeurs âgés étant mieux payés que les jeunes. Les plus de 50 ans gagnent moitié plus que les moins de 30 ans. Et un enseignant dans les DOM gagne 40 % de plus qu'un collègue en métropole.

Ces faibles salaires et la détérioration des conditions de travail nourrissent une crise des vocations qui s'aggrave. Lors des concours 2013, près de 2 000 postes sont restés non pourvus, particulièrement en mathématiques et en anglais.

L'enseignement plus efficace pour les trois quarts des élèves. Selon les fameux tests de niveaux scolaires Pisa en sciences, mathématiques ou expression écrite, la France ne réalise qu'une performance proche de la moyenne de l'OCDE, alors que son niveau économique suggérerait bien mieux. Mais cet indicateur est trompeur. Il dissimule un

écart croissant entre les performances des bons élèves et celles des faibles. C'est la proportion de jeunes en échec scolaire, deux fois plus importante que dans les pays les meilleurs, qui tire notre moyenne à la baisse. L'enseignement est de plus en plus efficace pour les trois quarts des élèves (les diplômés du supérieur sont passés de 31 % à 44 % d'une classe d'âge), mais de moins en moins pour le quart le plus défavorisé. Signe de ce décrochage, la proportion de jeunes Français qui n'ont ni

emploi ni scolarité, le fameux NEET, a augmenté, passant de 17,8 % des 20-24 ans en 2005 à 19,4 % en 2013, alors que cet indicateur a fortement reculé en Allemagne. Il est vrai qu'il a progressé aussi au Royaume-Uni, et qu'il a explosé en Espagne sur la même période, à cause de la crise. Il est vrai encore qu'il serait injuste d'en attribuer la responsabilité à l'Education nationale exclusivement, car le marché du travail français et son fonctionnement en expliquent une bonne partie ■

Agnès Verdier-Molinié : « Les vrais DRH de l'Education sont les syndicats »

Le Point: Quel est, selon vous, le problème numéro un des professeurs ?

Agnès Verdier-Molinié: Le problème numéro un de l'Education nationale est son manque de flexibilité. Toutes les décisions sont prises au niveau central, et c'est ce qui fait que notre système d'enseignement est irréfutable. L'avenir est dans un système éducatif géré comme au Royaume-Uni, en Allemagne ou en Suède (qui sont tous devant nous dans les classements) au niveau local. Nous faisons semblant de décentraliser la gestion, mais nous laissons aux régions, aux départements et aux communes uniquement la gestion des murs de nos écoles, collèges et lycées et la rénovation ou la construction des bâtiments. Pour la gestion des équipes et de la pédagogie, tout vient de la Rue de Grenelle. Si l'on veut réformer notre politique publique d'éducation, il faudra aller plus loin que les bla-bla actuels et décentraliser entièrement la gestion au niveau des régions et des communes. Partons des données de terrain. Les élèves d'Henri-IV ou de Louis-le-Grand comme de la plupart des grands lycées de France sont choisis sur dossier et la dépense consacrée par élève et par an est bien plus importante dans ces établissements que dans les établissements moins prestigieux. La suppression de l'option latin n'y changera strictement rien. Pourquoi ne peut-on pas avoir accès en France aux chiffres consolidés des dépenses par établissement ? Pourquoi le rapport de la Cour des comptes sur les inégalités de financement de l'éducation sur l'ensemble de notre territoire n'a-t-il jamais été publié ? Nous avons cherché à la Fondation Ifrap à obtenir les statistiques de masse salariale par établissement et la direction des statistiques du ministère nous a répondu qu'elle « ne dispose pas de ces informations ». Fermez le ban. Nous avons ces chiffres pour une académie, et c'est



Agnès Verdier-Molinié
Directrice de la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (Ifrap)

édifiant : pour le collège, le montant dépensé par élève et par an varie entre 4 139 euros et 9 692 euros et pour les lycées entre 5 402 et 12 703 euros. Le sujet des classes bilingues et des options est un rideau de fumée. Les inégalités viennent d'abord du fait que les meilleurs professeurs ne souhaitent pas aller enseigner en ZEP et que les syndicats de l'Education nationale sont les garants du statu quo. Personne n'a envie d'ouvrir la boîte de Pandore...

L'Education nationale ne manque-t-elle pas surtout de super-DRH ?

Aujourd'hui, les vrais « DRH » de l'Education sont les syndicats. Ce sont eux qui interviennent pour les mutations, notamment, cela fonctionne non au mérite, mais au nombre de points si vous êtes pacsé ou marié, etc. Les DRH devraient en réalité être les chefs d'établissement. La Cour des comptes a publié un rapport montrant que l'Education nationale devrait s'inspirer de la gestion RH des établissements de l'enseignement privé sous contrat qui ont un peu plus de latitude dans le choix des professeurs, par exemple, et donc des équipes plus stables et moins absentéistes. Car il faut, pour que la qualité de l'enseignement en France soit tirée vers le haut, pouvoir identifier qui sont les responsables de cette politique publique. Aujourd'hui, trop d'acteurs doublonnent ou « triplonnent » sans avoir vraiment vis-à-vis des parents et des élèves la responsabilité de la qualité du service. Il reste beaucoup de tabous. C'est avec plus de concurrence et d'enseignements alternatifs que l'on peut révéler les talents. Les parents d'élèves l'ont compris depuis longtemps et attendent autre chose que la mascarade de débat qui fait rage à l'heure actuelle sur la réforme du collège ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SÉBASTIEN LE FOL

* Dernier ouvrage paru : « On va dans le mur... » (Albin Michel).

EN COUVERTURE

Charlotte, 30 ans, la rage d



15H30

Dernier cours de la journée pour Charlotte, enseignante de français en 3^e au collège Pierre-de-Ronsard, à Tremblay-en-France (93).

16H30
Fin de la correction des copies du brevet blanc dans la salle des professeurs.



17H15

Charlotte quitte le collège pour regagner son domicile parisien. Les jours de beau temps, le vélo remplace le bus pour rejoindre la station Vert-Galant du RER B.

d'enseigner



17H45

Pause lecture pour Charlotte dans le RER B, qu'elle emprunte chaque jour (deux heures aller-retour).



18H30

Certains jours, la jeune enseignante s'attable à la terrasse d'un café en bas de chez elle pour corriger les copies.



19H

De retour dans son studio parisien, la jeune femme se consacre à la préparation des cours.

Méritante.

La fonction est un sacerdoce qui ne connaît aucun répit. Même après les cours. Reportage.

PAR LAURELINE DUPONT

Combien de temps ça dure, la journée d'un prof ? « De quatre à six heures au maximum, ce sont des fonctionnaires. » Voilà la réponse le plus souvent formulée dans un gloussement de mépris par les contempteurs de la profession. A cette sentence s'ajoute très vite une seconde : « Sans compter les vacances. C'est simple, ils sont tout le temps en vacances. » Autre gloussement. Aïe ! Dououreux pour les enseignants, dont on attend tout mais qu'on étrille dans un surprenant paradoxe.

A première vue, Charlotte, professeur de français au collège Pierre-de-Ronsard à Tremblay-en-France, s'en moque pas mal. Elle nous donne rendez-vous pour une première rencontre à la terrasse d'un café du 20^e arrondissement de Paris, où elle a décidé de corriger ses copies en ce mercredi après-midi ensoleillé. « C'est parfait, les gens pourront dire qu'on a la belle vie », plaisante-t-elle au téléphone. Au vrai, la jolie trentenaire ■■■

EN COUVERTURE

■ ■ ■ caustique, passionnée de théâtre et titulaire d'un master sur Nathalie Sarraute, vit fort mal ce qu'elle appelle une « *suspicion généralisée* » qui émane, selon elle, aussi bien de l'extérieur que de l'intérieur des établissements scolaires. Ce manque, voire cette absence, de reconnaissance du travail fourni l'irrite, elle qui a choisi ce métier par passion et « *non pour les vacances* ». « *Quand je rentre chez moi, je suis vidée, laminée, je n'ai plus d'énergie. Cette fatigue joue contre nous, car elle n'est pas très explicable, regrette-t-elle. Quand on est tailleur de pierres, tout le monde comprend. Moi, j'ai sué sang et eau pendant sept heures debout, mais aux yeux des autres tout ça n'a rien de crevant. Une heure en classe, c'est comme une heure sur scène. Il faudrait que les gens entrent dans l'école pour le comprendre.* »

Dépression. Qu'ils entrent et qu'ils accompagnent le temps d'une semaine ces enseignants qui, une fois la classe achevée, entament une deuxième journée de labeur. « *Le statut des enseignants pour le secondaire est fondé uniquement sur le face-à-face avec les élèves. On parle des quinze heures des agrégés, des dix-huit heures des certifiés, comme s'il*

Le Capes n'a plus la cote

En 2000, près de 47 500 candidats s'étaient inscrits au Capes. En 2011, malgré un chômage croissant, ils n'étaient plus que 24 000, soit la moitié, à se présenter au concours du secondaire. Pis : seuls 12 500 candidats sont réellement venus passer les épreuves cette année-là. La faute aux politiques gouvernementales qui ont malmené les profs, alors même que le métier est peu valorisé et que les salaires sont bas (un enseignant gagne environ 1 300 euros net par mois en début de carrière, 2 000 euros à 45 ans). Depuis 2013, le nombre d'inscrits remonte : 34 000 candidats en 2014. Mais de nombreux postes restent vacants.

s'agissait de leur seul temps de travail », déplore Françoise Lanthéaume, sociologue de l'éducation et coauteure du livre « *La souffrance des enseignants* ». Pourtant, ces dix-huit heures de cours réglementaires se transforment vite en quarante heures de boulot hebdomadaire, selon un rapport de l'Insee datant de 2010. Il y a d'abord le temps passé hors cours au sein même de l'établissement. Un temps qui peut s'éterniser pour peu que l'on enseigne dans un collège ou un lycée dit prioritaire. Ronsard – 800 élèves – appartient justement au Réseau d'éducation prioritaire (REP). La gestion des problèmes de discipline, le dialogue avec des parents parfois lointains sont autant de responsabilités supplémentaires que les profs doivent endosser. « *Quand je finis à 14 h 30, je ne peux jamais partir à 14 h 30 !* témoigne Charlotte. *Il faut souvent taper les deux rapports que tu as mis à des gamins turbulents, les prendre en entretien avec le CPE, appeler les parents, parler d'orientation avec les élèves, puis tu vois un nouveau collègue qui fait les cent pas dans la salle des profs, car il vient de se faire bordéliser. Tu lui paies un café et le lendemain tu vas dans son cours pour*

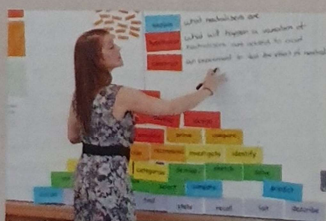
lui donner deux ou trois pistons, même si toi aussi tu débutes... J'ai également fait du soutien scolaire bénévolement pendant deux ans. Bref, plus tu restes au collège, plus tu gères d'incidents. »

A la fin de chaque trimestre, il faut en outre participer aux réunions parents/profs, aux conseils de classe... Sans oublier la remise des bulletins de notes, un moment ritualisé à Tremblay, comme l'explique la jeune femme : « *Nous avons du mal à voir certains parents et les élèves "oublient" souvent de leur donner leur bulletin. Donc, on nous demande de recevoir en rendez-vous individuel les familles afin de le leur confier en mains propres.* »

Au milieu de ces obligations administratives émergent – heureusement – des projets profs/élèves plus légers. Chorale, théâtre : l'équipe enseignante donne volontiers de son temps libre pour initier les ados à des disciplines variées. « *En juin, j'organise un stage de théâtre avec une amie metteure en scène et un comédien* », s'enthousiasme Charlotte. Une perspective réjouissante qui nécessite quatre jours de préparation. Alors, quand vient enfin l'heure de quitter le collège, l'enseignante et ses collègues sont souvent exténués.

Céline : « Pourquoi j'enseigne en Angleterre »

« *Après ma licence, je suis allée en Angleterre comme assistante de français. Je travaillais dans deux collèges dans le Wiltshire. Mon objectif était de devenir prof d'anglais en France après cette expérience. Mais, très rapidement, je me suis rendu compte que le système éducatif anglais était très attrayant. L'enseignement est plus vivant et la*



Attractif. Au Royaume-Uni, un métier valorisé financièrement et socialement.

priorité est mise sur les besoins de l'élève. Donc j'ai écrit à l'université du Gloucestershire et j'ai été acceptée au PGCE (Postgraduate Certificate in Education), l'équivalent du Capes. La journée d'un prof en Angleterre ? Il y a des heures fixes, différentes pour chaque établissement. Pour ma part, je dois être au collège du lundi au vendredi de 8 h 30 à 15 heures. Chaque prof doit donner entre 25 et 28 leçons par semaine. Nous avons également entre deux et trois heures libres pendant la semaine pour la préparation des cours. Enfin, dix réunions parents/prof par an et une réunion après les cours chaque semaine sont au programme. Un prof commence à 21 000 livres (28 800 euros) par an et obtient une promotion tous les deux ou trois ans. En ce qui me concerne, je

gagne 35 000 livres brut (48 000 euros) plus 2 000 (2 750 euros) en tant que seconde du département des langues, où j'enseigne depuis 2002. Il n'y a pas vraiment de sécurité de l'emploi. Chaque année, nous avons des objectifs et s'ils ne sont pas atteints, le chef de l'établissement peut mettre en place un dispositif de licenciement. » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR JUDIKAEEL HIREL

Profs globe-trotteurs

Partir enseigner à l'étranger est le rêve de nombreux jeunes profs. Mais les places sont chères. Les établissements français au Maroc, en Espagne et au Canada sont assaillis de candidatures chaque année... à l'inverse des établissements du Tchad ou du Niger, qui ont plus de mal à recruter des enseignants français. Il existe dans le monde presque 500 écoles placées sous le contrôle de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, une émanation du ministère des Affaires étrangères. C. P.

Dans le bus puis dans le RER B qui les ramènent vers leur domicile, les plus bavards se racontent leur journée et commencent bien souvent à ressentir les effets de leurs heures passées dans l'établissement. Migraines dues à un volume sonore démesuré et constant, perte de voix : les maux physiques des enseignants s'accompagnent parfois de douleurs psychologiques profondes. Javier, un ami et ex-colleague de Charlotte, confirme : « Je suis toujours hanté par mes élèves. Pendant les vacances, j'y pense. J'y pense toujours. Ce n'est pas pour rien si la dépression est la maladie des profs. » Quand ces derniers doivent en plus essuyer remarques acerbes et moqueries sur leur supposée fainéantise, leur confiance en eux chancelle. « Les profs les plus investis – et ils sont nombreux – vivent ce manque de reconnaissance comme une souffrance au travail », observe Julien Maraval, principal du collège Ronsard.

Flic, psy... Pour éviter de sombrer, il faut couper. Mais cette injonction prend des allures de mission impossible quand on rentre chez soi avec trois paquets de copies sous le bras. Charlotte énumère : « Je fais un contrôle par classe par semaine, une rédaction et un bilan de séquence par mois. En tout, j'ai huit à dix heures de corrections hebdomadaires. » A peine a-t-elle franchi le seuil de son studio parisien qu'il faut s'y remettre. Quand nous la retrouvons pour la deuxième fois, elle est en vacances depuis quelques heures et déjà atablée devant les épreuves du brevet blanc. Elle en ouvre une et nous la colle sous le nez, un peu agacée : « J'en perds mes cheveux quand on me dit que les copies de troisième sont faciles à corriger et que ça ne prend pas de temps ! Plus c'est vide, plus on fait de commentaires. » Elle le sait, les deux semaines de congés qui l'attendent finiront amputées d'au

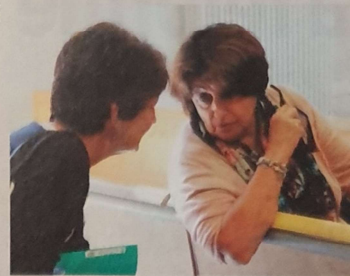
« Souvent, je me dis que ce ne sont pas mes études de lettres ou mon Capes qui me servent le plus, mais mon Bafa. »

Ça se tend avec les parents

« Pourquoi vous ne faites lire à mon fils que des horreurs sur la Seconde Guerre mondiale ? Vous ne pensez pas qu'il serait temps de passer à autre chose ? » Pour Louis, professeur d'histoire-géographie dans un lycée de la banlieue parisienne, les réunions avec les parents d'élèves sont devenues un cauchemar. « Ils pensent que c'est à eux d'établir le programme. Pour les professeurs de langue, c'est encore pis, il y a les parents pro-oral et les pro-écrit... Si leurs enfants échouent, c'est que la méthode n'était pas la bonne. » Ensuite, tout peut aller très vite. Coup de fil au proviseur, menaces d'alerter le rectorat, harcèlement moral, plaintes... Dans les milieux aisés, certains pères de famille n'hésitent pas à préciser qu'ils ont le bras long. En décembre 2013, à Aiguillon (Lot-et-Garonne), le père d'un collégien a été condamné à quatre mois de prison avec sursis pour avoir proféré des menaces de mort et asséné un coup de poing au visage du conseiller principal d'éducation. Si les atteintes physiques aux professeurs restent marginales, elles sont pourtant de plus en plus courantes. Un directeur d'école sur deux déclarait avoir été agressé, physiquement ou verbalement, par un parent d'élève durant l'année scolaire 2013-2014. Si bien que la MAIF a dû proposer pour la première fois à la rentrée 2012, au personnel de l'Éducation nationale, une assurance en cas d'agression...

moins quatre jours. Car, une fois les épreuves notées, annotées, il faudra s'atteler à la préparation des cours de la rentrée. Engagée et rigoureuse, elle y consacre une dizaine d'heures par semaine : « Moins les élèves y arrivent, plus tu dois faire preuve de créativité. Il faut retravailler la formulation des questions, trouver des outils pédagogiques pour les accrocher. »

Conséquence aberrante de ce déploiement d'énergie : l'absence de disponibilité intellectuelle pour se cultiver. « Pour moi, un prof de



Violence. Une professeure d'histoire giflée par une mère d'élève, ici avec son avocat au procès de son agresseur, à Poitiers, en 2012.

par un parent ! Surprise : plus de 55 % des enseignants y souscrivent aujourd'hui. Est-ce à dire qu'à trop vouloir protéger leur progéniture les parents seraient en train de devenir les ennemis de l'école ? Anna Topaloff, auteure de « La tyrannie des parents d'élèves » (Fayard), tente une explication : « C'est une génération qui a tellement donné pour que ses enfants – voulus, choyés – soient parfaits qu'elle ne supporte pas le moindre échec d'éducation. Il lui faut un retour sur investissement. » Mais les enfants « parfaits » ont plus d'un tour dans leur poche. La dernière mode ? Filmer le prof à son insu pour montrer la moindre faille du cours à leurs parents. Reste à savoir si ces derniers sauront rappeler à leurs marmots ce qu'est le droit à l'image... ■

VICTORIA GAIRIN

français qui ne lit pas, c'est la honte, murmure-t-elle. Or je ne peux plus lire. Sauf pendant mes vacances. » Quand elle entend les politiques marteler que les profs doivent faire plus d'heures, elle serait presque à deux doigts de suffoquer. « Faire plus d'heures ? Ce serait possible si d'autres réglèrent pour nous les à-côtés et faisaient à notre place le boulot de flic, de psy... Souvent, je me dis que ce ne sont pas mes études de lettres ou mon Capes qui me servent le plus, mais mon Bafa. On ne veut pas de médailles, seulement qu'on nous fasse confiance. » Avec plusieurs métiers en un, comment les enseignants auraient-ils encore le temps de chômer ? ■

* « La souffrance des enseignants. Une sociologie pragmatique du travail enseignant », de Christophe Hérou et Françoise Lantheaume (PUF, 2008).

RETROUVEZ
L'INTERVIEW DE
FRANÇOISE
LANTHEAUME SUR
lepoint.fr

La réforme de trop

Blocage. Les idées de Najat Vallaud-Belkacem pour le collège n'irritent pas seulement les « pseudo-intellectuels ».

1 LA MISE À MORT DES LANGUES ANCIENNES

Depuis 1996, « Langues et cultures de l'Antiquité » étaient enseignées de manière optionnelle à partir de la 5^e. L'option latin est aujourd'hui choisie par 19 % des élèves de 5^e, 15 % la poursuivant en 3^e, 5 % seulement au lycée. Parmi eux, une surreprésentation des classes sociales les plus favorisées. Selon le ministère, il s'agit d'un choix élitiste aux résultats douteux. En guise de réponse, un enseignement « interdisciplinaire » destiné à tous les élèves dès la 5^e dès la rentrée 2016. Les enseignants y voient à juste titre la disparition de l'étude de la langue. Ils ont obtenu que s'ajoutent à ces heures une heure optionnelle de latin en 5^e, deux heures les années suivantes.

2 LA SUPPRESSION DES CLASSES BILANGUES ET EUROPÉENNES

Pour remédier aux lacunes des jeunes Français en langues étrangères, le ministère

a décidé de l'enseignement d'une deuxième langue vivante dès la 5^e, au lieu de la 4^e aujourd'hui. Mais ce redéploiement se fait au détriment des classes européennes et bilangues. Dans le collimateur du ministère, la stratégie des parents s'acharnant à choisir la bonne option qui distinguera leur enfant afin qu'il puisse aller dans le « bon » lycée. Dommage collatéral : les bienfaits de ces classes dans les établissements difficiles, où les élèves studieux pouvaient trouver leur compte. Des sociologues ont dénoncé cette logique de ségrégation au sein même des établissements en difficulté. Ont-ils bien mesuré le soulagement éprouvé dans ces classes par les enseignants, eux-mêmes en butte dans ces collèges aux limites de leur métier ?

3 UN PROGRAMME D'HISTOIRE AVEC LES LUMIÈRES EN OPTION

La bataille du programme d'histoire ne fait que commencer et elle promet d'être homérique. En cause, des choix marqués du sceau de la repentance. Ainsi, en 5^e, « L'islam : débuts, expansion, sociétés et culture » est un thème obligatoire, alors que « Une société rurale encadrée par l'Eglise » est facultatif. En 4^e, « Un monde dominé par l'Europe : empires coloniaux, échanges commerciaux et traites négrières » est obligatoire. Mais « Sociétés et culture aux temps des Lumières » est facultatif. A ces reproches le ministère

rétorque d'abord que ce programme n'est pas encore achevé. Soumis à la consultation des enseignants, il pourrait subir des changements. De son côté, le Conseil supérieur des programmes rappelle qu'en 5^e « La construction du royaume de France » est obligatoire, tout comme « L'émergence du roi absolu ». Bref, il s'agit d'un mauvais procès...

4 L'INTERDISCIPLINARITÉ, UNE VICTOIRE DES PÉDAGOGISTES FOUS

Dans la ligne de mire des contempteurs de la réforme, les trois heures hebdomadaires consacrées aux enseignements pratiques interdisciplinaires. Des professeurs seront invités à faire cours à plusieurs et à mettre les élèves à contribution pour réaliser des « projets ». Des heures prises sur les enseignements disciplinaires, ce qui aggraverait encore la situation des élèves le plus en difficulté.

Les défenseurs de la réforme y voient au contraire la volonté de rompre avec un cours magistral pesant qui laisse de côté le fond de la classe. A condition toutefois que les professeurs sachent comment faire. Dans les classes les plus innovantes où ces projets ont déjà cours, ils tâtonnent et se plaignent d'être sans ressources. La ministre a promis de les former. Une promesse vague qui n'engage que ceux qui y croiront ■

MARIE-SANDRINE SGHERRI

L'ÉDUCATION NATIONALE, UN CHANTIER PERMANENT

1982 **Alain Savary** rénove le collège unique.



1989 **Lionel Jospin** et la loi d'orientation sur l'éducation. Objectif : « Conduire d'ici dix ans l'ensemble d'une classe d'âge au minimum au niveau du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) ou du brevet d'études professionnelles (BEP) et 80 % au niveau du baccalauréat ».



1993 **François Bayrou** réforme le baccalauréat et crée les filières L, S et ES (littéraire, scientifique, économique et sociale) au lycée.



1998 **Claude Allègre** prévoit une réforme des lycées qui met l'accent sur « l'égalité dans la diversité » des filières, la révision des horaires et des contenus, le développement des « activités culturelles et citoyennes ».



2005 **François Fillon** et la loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Objectif : définir ce que nul n'est censé ignorer en fin de scolarité obligatoire, c'est-à-dire un ensemble de valeurs, de connaissances, de langages et de pratiques (« socle commun »). C'est la première fois, depuis les lois scolaires de Jules Ferry en 1882, que la République indique le contenu impératif de la scolarité obligatoire.



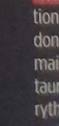
2008-2009 **Xavier Darcos** définit ses « priorités ». A l'école primaire : suppression des cours du samedi matin dans toutes les écoles maternelles et élémentaires et nouveaux programmes d'enseignement mis en place. Au collège : de nouveaux programmes d'enseignement sont appliqués dès la rentrée 2009-2010.



2010



2012



Les profs ont mal à leur gauche

Malaise. Déçus, incompris, dévalorisés, abandonnés... Paroles amères.

Quand on est prof, en général, on part du principe vieux comme Montesquieu que « les hommes naissent bien dans l'égalité mais ne sauraient y demeurer ». Ce constat ingurgité, un enseignant entame sa carrière souvent tourné vers un seul but : rétablir l'équité. Quel insit, quel professeur ne rêve pas de réactiver pour ses élèves le fameux ascenseur social ? Il y a dix ans encore, voter à gauche semblait l'outil le plus efficace pour y parvenir. Pourtant, si la profession a toujours le cœur à gauche, elle se dit de plus en plus déconcertée par ses responsables politiques si peu soucieux de retaper l'école républicaine. Une déception qui n'a pas échappé au Front national, qui tente de séduire le corps enseignant...

« Toutes les réformes qui proposent un saupoudrage de connaissances souvent confié à des professeurs peu formés me semblent inutiles alors qu'il faut renforcer les bases : grammaire, histoire... s'alarme Marie, professeur de philosophie dans un lycée classé REP. J'ai toujours été favorable à l'équité ; or on assiste aujourd'hui à

un nivellement par le bas. Ceux qui peuvent trouver dans leur milieu familial la culture nécessaire à leur épanouissement s'en sortiront toujours ! » Hélène, prof d'histoire dans un collège de banlieue parisienne, pointe quant à elle du doigt « le manque de courage des politiques qui n'ont su que modifier les rythmes scolaires ou changer les programmes, quitte à supprimer ce qui fait le socle de notre culture ».

A côté de ces drôles de réformes demeurent les promesses non tenues (création de 60 000 postes, revalorisation des salaires) et avec elles un « laxisme » – le mot revient sans cesse – de la gauche de plus en plus difficile à supporter. « Ils sont nombreux à ressentir un sentiment d'abandon, ils ont l'impression d'être la voiture balai de l'Etat républicain, souligne Jérôme Fourquet, directeur du département opinion de l'Ifop. Ils sont victimes de violences, c'est une profession très exposée, qui souffre, mais qui ne se sent pas soutenue. » Enseignant dans un lycée « prioritaire », Yvon confirme : « Un certain nombre de problèmes se posent dans notre lycée comme dans d'autres : incivilités, voire violences. Il est parfois bien difficile d'y faire cours et on a le sentiment d'une dégradation perpétuelle. Pourtant, l'arsenal des sanctions reste bien mince. » Le risque ? Que les professeurs préfèrent à cette gauche déconnectée du réel la toujours moins décevante abstention ■ L. D.

LAGOUTTE/CHALLENGES/REA - CERINO/REA - TAVERNIER/REA

2010 Luc Chatel veut permettre une plus grande fluidité dans les parcours et des corrections des choix d'orientation (introduction d'un accompagnement personnalisé pour tous, du tutorat, des stages).

2012 Vincent Peillon lance la « refondation de l'école ». Objectif : donner la priorité au primaire, notamment par l'instauration de la réforme des rythmes scolaires.


2015 Najat Vallaud-Belkacem et la réforme du collège. Objectif : introduire de l'interdisciplinarité dans les enseignements.

france culture **C'EST POUR VOUS**

LA CONVERSATION SCIENTIFIQUE

ETIENNE KLEIN
SAMEDI
18H10-18H55

© CHRISTOPHE ABRAMOWITZ



en partenariat avec **Le Point**

Écoute, réécoute, podcast
franceculture.fr

